Guy BRUCY, Françoise F LAOT et Emmanuel de LESCURE (éds) (2015)
Former les militants, former les travailleurs. Les syndicats et la formation depuis la Seconde Guerre mondiale. Paris : L'Harmattan coll. « Histoire et mémoire de la formation », 222p.

Ouvrage annoncé pour 2010 lors de la parution du volume précédent¹, *Former les militants, former les travailleurs* propose un panorama en trois parties et onze chapitres de la formation syndicale d'une part, de la formation des militants d'autre part, du rapport des syndicats à la formation professionnelle enfin.

Le précédent volume avait clairement exprimé combien le mouvement syndical français avait pu être préoccupé par la formation durant ce que les historiens désignent comme le long XIX^e siècle (de la Révolution française à la veille de la Première Guerre Mondiale). On observe ici que dans la période plus contemporaine l'intérêt ne s'est pas relâché.

Bien sûr, les organisations syndicales ne forment pas un bloc unifié et n'entretiennent pas toutes le même rapport à la formation de leurs militants et à celle des travailleurs. Par ailleurs, les prises de position de chacun des syndicats ont elles-mêmes pu évoluer dans le temps. Il reste que l'institutionnalisation croissante de la formation (syndicale d'abord, professionnelle ensuite), autorise à considérer avec attention le rapport des syndicats à ce domaine d'activités sociales que l'on désigne aujourd'hui du terme de formation.

La formation syndicale d'abord a cette particularité de s'inscrire au croisement des démarches militantes et académiques. Lucie Tanguy et André D. Robert, chacun à leur manière, font état de ce frottement entre savoirs militants et savoirs universitaires et de la production, au total, d'un savoir hybride qui informe l'action des militants participant aux actions de formation syndicale.

Pourquoi, au fond, les organisations syndicales forment-elles leurs militants ? Avec le recul, Nathalie Ponsard considère que les principales confédérations syndicales ont développé, jusqu'aux années 1970, la formation suivant une double finalité plus ou moins marquée selon les moments et selon les organisations : une finalité socioéconomique faisant de la formation une arme idéologique pour lutter contre l'exploitation ; une finalité socioculturelle mobilisant la formation en vue de l'émancipation. La manière dont les militants s'approprient ce type d'orientation fait l'objet de l'étude prosopographique conduite par Stéphane Paquelin. L'auteur montre ainsi comment est reçue la formation par les militants syndicaux, comment également ils font en son absence pour mener à bien leurs tâches. Pascale le Brouster, quant à elle, rend compte d'un travail consacré aux sessions de formation dites « travailleuses » à la CFDT des années 1960 au début des années 1980. Ce prisme permet de saisir comment la confédération syndicale a appréhendé, tantôt avec indifférence, tantôt avec gêne, tantôt avec volontarisme, la question des femmes et du travail salarié. Jean-Robin Merlin réalise un coup de sonde au sein d'une section locale de SUD-PTT et de Solidaires et s'attache à saisir le poids et le rôle de la formation en son sein. Réduites en nombre et relativement « bricolées », les formations dispensées sont essentiellement fondées sur des échanges d'expériences et des conseils pratiques. De fait, les formateurs le sont à titre secondaire et exercent de manière occasionnelle sans avoir préalablement été eux-mêmes formés à la pédagogie des adultes. Irène Pereira souligne, dans le cas de la formation à SUD Culture Solidaires que l'acculturation à un syndicalisme de lutte constitue la base du projet de formation. Elle souligne que si ce projet puise profondément ses racines dans l'éducation libertaire et le syndicalisme révolutionnaire, les nouveaux militants sont assez peu au fait de cette histoire. La formation syndicale vise ici explicitement à « politiser » les militants.

¹ Guy Brucy, Françoise F. Laot et Emmanuel de Lescure (éds) (2009). *Mouvement ouvrier et formation. Genèses : de la fin du XIX^e siècle à l'après Seconde Guerre Mondiale*. Paris : L'Harmattan.

L'articulation entre formation syndicale et formation professionnelle est interrogée en début de troisième partie par Louis-Marie Barnier. Exploitant un corpus de textes de la CGT, il montre que le rapprochement des deux perspectives est aujourd'hui opérant au sein de la confédération. Gilles Pinte, quant à lui, considère que la CFDT a maintenu le cap sur la durée en termes de revendication d'un droit individuel à la formation, de défense de la promotion collective et de souci de l'épanouissement individuel des salariés. Le chapitre rédigé par Yannick le Quentrec fait retour sur les débats relatifs à la validation des acquis de l'expérience des militants syndicaux, validation rendue possible par la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002. Reste que la correspondance entre les savoirs syndicaux et les attendus des référentiels de diplôme pose la question du statut et de la valeur qui leur sont reconnus par les jurys. Le dernier chapitre, rédigé par Fabienne Maillard, pose explicitement le rapport des syndicats au développement des certifications professionnelles. Si elles y sont particulièrement favorables, dans le sens où ces titres sont présumés mieux « armer » les salariés à l'entrée et dans le cours de leur carrière professionnelle, leurs positions ne sont pas dénuées d'effets pervers : de la certification des compétences à la certification des individus, le pas peut allègrement être franchi par les employeurs et introduire une sérieuse concurrence entre les salariés via les politiques d'individualisation de la relation salariale.

Au total, on peut se réjouir de la parution de ce second volume consacré au lien entre syndicalisme et formation. Après avoir scruté dans un premier livre les intentions manifestées et les réalisations conduites en matière de formation par les organisations syndicales durant le premier XX^e siècle, le présent ouvrage en étudie les extensions mais également les infléchissements.

Cédric Frégné